

L'avenir à la casse

Jean-Marie Harribey

11 décembre 2008

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2008/12/11/l-avenir-a-la-casse>

Élu depuis un an et demi, Nicolas Sarkozy a porté l'exercice du pouvoir à un degré de cohérence rare. Il a abusé tout le monde avec son « travailler plus pour gagner plus », en profitant de la déroute intellectuelle de la gauche qui avait abandonné l'un de ses fondamentaux, à savoir qu'il est vrai que seul le travail crée de la valeur monétaire susceptible d'être distribuée. Il a servi les intérêts des groupes sociaux les plus riches en leur faisant cadeau de son « paquet fiscal ». Il a exaucé les vœux du Medef pour finir de vider de son contenu les lois des 35 heures. Il a rogné un peu plus sur l'assurance maladie et poursuivi le démantèlement des retraites par répartition pour agrandir l'espace des assurances et fonds de pension privés, acteurs essentiels des marchés financiers dont la déroute est patente. Il démantèle l'éducation et la recherche publiques, tout en proclamant sa foi en l'économie de la connaissance. Il s'apprêtait à instaurer des crédits hypothécaires au moment où la crise née des *subprimes* américains a déferlé sur le monde. Et, pour couronner le tout, sa politique sécuritaire offre un visage honteux par le sort qu'elle réserve aux travailleurs immigrés et à leurs familles, sans parler des projets d'encadrement et de contrôle de la population entière. Il ne lui manquait plus que de s'octroyer la maîtrise des moyens d'information publics, c'est fait.

Après un an de dénégation sur la gravité de la crise de la part de tout le gouvernement, du serment du Premier ministre de ne jamais relancer l'économie d'un « État en faillite », le Président a annoncé le 4 décembre un plan de relance de 26 milliards d'euros. Parmi les objectifs affichés, 10,5 milliards d'investissements publics et 2 milliards d'aide pour les secteurs du logement et de l'automobile. Et le Président a insisté sur le fait qu'il s'agissait de favoriser l'investissement des entreprises et non la consommation des ménages. Comme c'est curieux : un plan qui se réclame de Keynes et qui postule que les entreprises vont investir davantage qu'elles ne l'auraient fait sans cette aide, en anticipant que la demande de consommation stagnera ! Si les sommes injectées représentaient véritablement des dépenses publiques d'investissement additionnelles, on aurait pu attendre un effet multiplicateur, mais sur les 26 milliards annoncés, seuls environ 5 milliards constitueront un réel apport, soit, sur une année, à peine 0,27 % du PIB, puisque l'essentiel du reste aurait de toute façon été versé (dont 11,5 milliards de remboursements d'impôts anticipés), ou bien sera engagé par les entreprises publiques et les collectivités locales. Henri Guaino a dû réviser hâtivement son manuel keynésien avant d'écrire le discours du Président.

En revanche, il est resté très classique dans l'argumentaire : s'endetter pour l'investissement est préférable, a-t-il dit, à s'endetter pour le fonctionnement, entendez pour payer les salariés de la fonction publique. Deux questions à Monsieur le Président : 1) Y a-t-il beaucoup d'investissements, publics comme privés d'ailleurs, qui peuvent se réaliser sans qu'aucune dépense salariale ne soit nécessaire pour faire tourner les équipements supplémentaires, à moins de vouloir plus d'hôpitaux sans davantage de médecins et d'infirmières ? C'est possible puisque je le fais, a répondu le Président. 2) Si les investissements sont certes tournés vers le lendemain, les salariés de la fonction publique ne créent-ils simultanément aucune richesse par leur travail ? Non, ils handicapent l'économie et donc je réduis le nombre d'enseignants, s'est rengorgé le Président. Au total, il est resté fidèle à la problématique dite de l'offre qui s'était imposée à l'aube du capitalisme néolibéral, et dont on voit aujourd'hui le brillant résultat : une crise majeure, sans précédent depuis 79 ans.

En Europe, aux Etats-Unis et au Japon, le secteur de l'automobile est le premier atteint par la crise économique qui fait suite à la crise financière. Obama aux Etats-Unis et Sarkozy en France se précipitent pour leur verser des milliards. Ont-ils profité de cette crise pour entamer une réflexion profonde sur le fait que l'automobile ne peut être un secteur d'avenir, compte tenu de l'épuisement des matières premières, du réchauffement climatique, de l'urbanisme d'un autre âge... ? La « croissance verte » qui orne aujourd'hui la plupart des

discours sera faite, au mieux, de beaucoup de croissance et de peu de vert. Et, ici, le mieux sera l'ennemi du bien. La prime à la casse des vieilles automobiles sera agrémentée d'un relèvement du seuil définissant la « voiture propre » : au lieu de 130, ce sera 160 g de CO₂ au kilomètre.

Y aura-t-il tout de même un peu de social pour, si c'est possible, compenser ? Même pas. Nicolas Sarkozy a ressorti la recette chère à Laurence Parisot, qui s'est empressée d'applaudir : les cotisations sociales patronales seront exonérées au voisinage du SMIC dans les entreprises de moins de dix salariés. Voilà une mesure « propre » à produire de nouveaux effets d'aubaine et surtout à inciter encore les employeurs à tirer vers le bas l'échelle des salaires et des qualifications.

Ni social, ni écologie, Nicolas Sarkozy avait donc raison quand il disait vouloir « refonder le capitalisme ». Sur ce plan-là, le Président a tout compris.

Cela lui ouvre-t-il une perspective de terminer son mandat de président de l'Union européenne avec un bilan positif ? Dommage ! L'Union européenne vient d'étaler son incapacité à concevoir une réponse collective à la crise car elle est doublement empêtrée. D'une part, construite sur la seule base de critères marchands et concurrentiels, elle se trouve démunie pour élaborer une intervention politique cohérente d'ensemble et elle laisse chaque État membre tirer à hue et à dia, en espérant s'en sortir aux dépens du voisin. D'autre part, en s'arc-boutant sur des traités dont la pierre d'angle est la liberté totale de circuler pour le capital, l'Union européenne se condamne à l'avance à voir les soubresauts de la finance se reproduire de plus belle dans les années à venir. Ou, s'ils viennent d'ailleurs, à ne pouvoir les contenir.

En 2007, Nicolas Sarkozy avait chargé Jacques Attali de rédiger un rapport pour « libérer la croissance ». En 2008, il nomme Patrick Devedjian Ministre de la relance. Ça promet. Relancer sans changer de direction est une occasion ratée. Pire, c'est la relance de la spirale de l'échec. C'est envoyer l'avenir à la casse.